

Questions orales

LES PERTES D'EMPLOIS PRÉVUES

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Dans son exposé de 1980, madame le Président, le Conseil économique du Canada examine les répercussions que pourrait avoir la décision du gouvernement de ne pas mettre en œuvre les grands projets énergétiques; au sujet de la période 1980-1990, il précise: «Un total cumulé de 753,000 emplois seraient perdus au cours de la période». Puisque les pires appréhensions du Conseil économique du Canada semblent se réaliser, quelles mesures le ministre entend-il prendre pour créer des emplois pour remplacer les 753,000 emplois que son programme énergétique va nous faire perdre au cours de la présente décennie?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, j'aimerais faire à mon honorable ami deux ou peut-être même trois observations. Tout d'abord, le gouvernement actuel a toujours été chaud partisan du projet d'exploitation des sables bitumineux. Notre gouvernement a été chaud partisan des projets de ce genre en février 1980, en septembre 1980, en janvier 1981, en février 1981 et également au cours des mois qui ont séparé ces périodes les unes des autres. J'invite le député à réfléchir à d'autres décisions qui n'ont pas été prises par notre gouvernement mais qui ont influé sur la décision d'aller de l'avant. Ensuite, je lui signale que ces projets ne sont pas du tout mis de côté. Certains sont peut-être retardés. D'autres sont en voie de réalisation. Il en est même quelques-uns qui progressent plus rapidement que d'autres, par exemple les projets de mise en valeur des gisements de la mer de Beaufort et des gisements sous-marins au large de nos côtes orientales. Ils semblent progresser plus rapidement que prévu à cause des découvertes. Enfin, je tiens à rappeler que le Conseil économique du Canada s'est très souvent trompé dans ses prédictions, y compris l'année dernière.

LE PROJET ALSANDS—LE BARÈME DES REDEVANCES ET DES TAXES

M. Jack Shields (Athabasca): Madame le Président, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre sait fort bien que le projet Alsands et celui d'Imperial ont été retardés parce que les barèmes des redevances et des taxes fédérales n'ont pas été établis. Le ministre sait en outre que les companies n'ont pu aller de l'avant faute de rentrées d'argent. Dans son offre à l'industrie, le ministre a-t-il réduit la taxe sur les recettes pétrolières et gazières de manière à permettre aux compagnies d'augmenter leurs rentrées, et a-t-il modifié le barème des redevances et des taxes proposé aux companies?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, le gouvernement de l'Alberta et le gouvernement du Canada ont travaillé la main dans la main ces derniers mois à l'élaboration d'une proposition qui soit juste envers les compagnies, les contribuables et les consommateurs canadiens. Voilà quels ont été les objectifs communs du gouvernement de l'Alberta et du gouvernement fédéral. Nous avons travaillé, je le répète, en très étroite collaboration. Nous avons fait ensemble des propositions qui, pour l'instant, demeurent confidentielles. Dès que les compagnies auront pris une décision, nous serons très heureux de révéler le contenu de ces propositions.

● (1420)

LES PIPE-LINES

LE GAZODUC DE L'ALASKA—L'APPUI DU GOUVERNEMENT

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Bien qu'il nous ait vaguement garanti qu'il n'y avait pas de quoi se tracasser au sujet du retard de sept ans qu'accuse déjà le projet du gazoduc de l'Alaska, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit que nous étions dans une «impasse critique» dans la lettre qu'il a adressée à son homologue américain, M. Alexander Haig. Je me demande si le gouvernement et le ministre peuvent m'expliquer de ce que l'on entend par «impasse critique». Pourrait-il expliquer par ailleurs la nature des menaces voilées qui se trouvent dans cette lettre? Le gouvernement du Canada menace-t-il de cesser d'appuyer ce projet?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, la mesure législative appuyée et adoptée par le Parlement voilà plusieurs années prouve que le gouvernement appuie ce projet et qu'il n'a jamais cessé de l'appuyer. Quant à l'impasse à laquelle le député fait allusion, elle n'a rien à voir avec les deux gouvernements. Les promoteurs américains du projet semblent avoir des problèmes entre eux. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voulait le signaler au secrétaire d'État américain pour voir si le gouvernement américain ne proposerait pas ses bons offices pour essayer de résoudre les problèmes qui existent entre les producteurs et les distributeurs à propos du projet du gazoduc de l'Alaska.

M. Nielsen: Où est la garantie absolue?

ON DEMANDE LA GARANTIE DE LA RÉALISATION DU PROJET

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Madame le Président, nous avons déjà perdu des milliers et des milliers d'emplois dans les aciéries, le bâtiment et divers autres secteurs. Le ministre peut-il donner maintenant à la Chambre la garantie absolue...

M. Nielsen: Encore une fois.

M. Nickerson: ... que le projet va débiter dans les six mois? Est-il toujours d'avis qu'on peut le réaliser en faisant appel uniquement à des sources privées de financement? Peut-il nous informer du résultat des entretiens qu'ont eu hier soir, à New York, l'honorable Mitchell Sharp et les promoteurs du pipe-line?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je ne suis pas en mesure de commenter la visite de M. Sharp à New York hier. On ne m'a pas communiqué le résultat de cette rencontre. Mais le député sait sans doute que le gouvernement du Canada a déjà autorisé la construction de la partie sud du tronçon canadien, qui a exigé des dépenses de centaines de millions de dollars en travaux et en commandes, et plusieurs milliers d'années-personnes. Nous espérons que les travaux pourront être achevés.